N° 169 — 17e Année

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

Dimanche 18 Juin 1905

REDACTION :
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon).
TOURCOING, rue Verte, 54

Siège administratif :
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . 0 fr. 15 la ligne
RÉCLAMES . . . 0 fr. 30 id.
FAITS DIVERS . . 0 fr. 30 id.
LOCALES . . . . 0 fr. 50 id.

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal ; à Paris, dans nos bureaux, 8, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE

TRÈS PROCHAINEMENT
Nous commencerons la publication de
L'ANNEAU DE FER
GRAND ROMAN DRAMATIQUE
PAR
ELY MONTCLERC

OPINIONS

LE PATRIOTISME & M. GOBLET

Nos lecteurs n'ont peut-être pas oublié le manifeste et la ligue de MM. Comte, Legrand et Bocquillon, ces trois instituteurs parisiens plus ou moins nationalisants, qui avaient entrepris de rendre au patriotisme français sa force chauvine.

Sous ce titre : *La Crise du Patriotisme à l'Ecole*, M. Bocquillon vient de publier un volume où il a réuni beaucoup de textes et de faits.

Il en résulte que sur plus de cent mille instituteurs ou institutrices qu'il y a en France, soixante-quinze seulement (vous lisez bien : *soixante-quinze*) ont signé le manifeste de MM. Comte, Legrand et Bocquillon.

Le seul succès qu'aient obtenu les instituteurs nationalisants (et je reconnais que c'est un succès considérable), ça été d'obtenir l'adhésion de M. René Goblet.

J'ai pour M. Goblet des sentiments de respectueuse estime, auxquels s'ajoute une gratitude personnelle : c'est lui qui, ministre de l'instruction publique, signa ma nomination à la Sorbonne, malgré les criailleries des « nationalisants » d'alors.

C'est lui qui, le premier, dans la parti républicain, prépara par des paroles et des actes l'alliance des radicaux avec les socialistes, et rapprocha ainsi, avant Waldeck, des éléments jusqu'alors discordants, et dont la réunion devait former le *bloc*, ce bloc dont on a tant médit, qu'on a tant raillé, mais qui est l'indispensable instrument de l'action démocratique.

Ces grands services, et bien d'autres encore, le parti républicain ne les a pas oubliés ; mais comme tous les partis, il s'est montré ingrat ; comme tous les partis il n'a rien fait pour quelqu'un qui ne s'offrait pas, pour quelqu'un qui ne le flattait pas ; il s'est seulement privé des services d'un talent fier, et il a laissé dans une retraite prématurée un caractère, une éloquence, une force.

Voilà Alceste au désert, et l'éloignement lui grossit les grimaces des Philinles. Il voit en laid, il voit en noir, la solitude lui fait croire que tout va mal, parce que la tactique et les manières ont changé, parce que les mains qui tiennent la manivelle du gouvernement ne sont plus aussi fines que les siennes... enfin parce qu'il n'est plus là et qu'il devrait être là.

Et il accorde à M. Bocquillon, pour son livre, une préface où il me fait l'honneur de me prendre à partie, parce que j'ai dit que le patriotisme de la Révolution française était humanitaire, cosmopolite. Il m'assure que ce n'est pas ce patriotisme qui anima les volontaires de 1792, et qu'ils ne voyaient rien au delà de la France. Qu'il me permette de lui dire que, s'il avait le temps de lire les documents authentiques et originaux à ce sujet, il reconnaîtrait lui-même qu'il y en eu 1792 et en 1793, dans le peuple armé, un mouvement d'enthousiasme humanitaire qui doubla son courage à vaincre l'Europe monarchique.

Dès 1790, Danton, le type du patriote militant, s'était écrié, dans un toast public, que « le patriotisme ne devait avoir d'autres bornes que l'univers », et ces paroles avaient été applaudies par Barnave, par Robespierre, par les « patriotes » de toute nuance qui siégeaient à ce banquet (pour le premier anniversaire du serment du Jeu-de-Paume).

J'ai lu avec soin la préface de M. Goblet ; j'y vois qu'il est irrité, qu'il s'aime pas les gens qui dirigent aujourd'hui la politique ; je ne vois pas du tout en quoi nous autres, les patriotes internationalistes, nous sommes en désaccord avec lui.

Il déclare qu'il n'est point partisan de la guerre, qu'il condamne « les guerres de conquête, les guerres injustes », qu'il ne veut même pas une guerre de revanche, qu'il voudrait seulement que les populations d'Alsace-Lorraine, violentées en 1870, « fussent mises à même de se prononcer librement sur leur sort ». Et il ajoute : « En dehors de la guerre, il peut se présenter, au cours des événements, telles circonstances qui permettent de réclamer la réparation du droit violé. »

C'est ce que j'ai dit lui-même, et bien des fois ; c'est ce que disent à peu près tous les « pacifistes » que n'aime pas M. Goblet.

Mais qui donc dit que la guerre est désormais impossible ? Ce n'est pas moi certes, ce n'est pas M. Ferdinand Buisson, ce n'est pas M. Payot, ce n'est pas M. Le Foyer, ce n'est aucun de ces « intellectuels », ce n'est aucun de ces pacifistes que M. Bocquillon dénonce dans le livre auquel M. Goblet a accordé son patronage.

Nous ne disons pée qu'il n'y aura plus de guerre : nous disons que nous désirons qu'il n'y en ait plus.

C'était bien là l'idée, la devise de la Révolution française : *paix entre les peuples*.

Le patriotisme des gens de la Révolution n'en fut pas affaibli, et il ne semblia qu'ils lufligèrent à l'Europe monarchique, qui voulait les étouffer d'être libres, une mémorable raclée. Ce sont les plus humanitaires qui crièrent le plus fort : *Vivre libres ou mourir !* Ce sont les internationalistes d'alors qui furent les plus rudes chefs et les plus héroïques soldats de la défense nationale à outrance.

C'est ce patriotisme-là qu'il faut enseigner à l'école, parce que c'est le seul qui soit efficace, c'est le seul qui puisse vaincre l'Europe monarchique si elle nous attaque encore.

Quand M. Goblet décourage ou raille notre patriotisme *selon la Révolution française*, notre patriotisme moderne et rationnel, il ne s'aperçoit pas qu'il travaille contre ses propres idées, contre tout son passé, contre l'avenir même du grands cause à laquelle il a si glorieusement consacré sa vie.

A. AULARD.

La Politique

L'impression rassurante que nous indiquions hier va en se fortifiant. Il apparaît d'une manière si claire que ni la France ni l'Allemagne ne peuvent avoir intérêt à la guerre, qu'on est de plus en plus convaincu que les deux puissances trouveront aisément un terrain d'entente, éloignent les chances de conflit, tout en ménageant les susceptibilités des parties en cause.

Il est probable que rien de ce dont nous avons pu nous inquiéter ne se serait produit, si le ministère des affaires étrangères avait pris soin de considérer que nos voisins de l'Est comptent cependant pour quelque chose en Europe, et qu'il n'est pas loisible de les ignorer dans une affaire comme celle du Maroc.

Les revendications allemandes n'auraient pas eu le même caractère, et il aurait peut-être résulté de ce mode de procéder plus de confiance réciproque. Par bonheur, M. Rouvier est un homme de bon sens et de prudence, et tout permet de croire qu'il saura réparer des fautes trop réelles et dangereuses.

De cet incident, il ne restera avant peu que le souvenir du langage peu patriotique de certaine partie d'opposition, qui n'est pas ceint de mettre les faits à profit pour parler de l'abaissement de la France, dénigrer son organisation militaire et essorer qu'il suffirait de quelques journées aux années allemandes pour être maîtresses de notre *sol*.

On ne saurait apprécier avec une trop grande sévérité une attitude si peu française, et l'opinion en a été profondément et légitimement indignée. — *H. J.*

Échos et Nouvelles

La gaffe !

Il ne arrive une bien bonne à M. Edouard Drumont. Dans un récent article, il essayait d'établir que les lois françaises sont aujourd'hui votées par une minorité.

Et il citait notamment 25 députés qui ont obtenu un chiffre de voix inférieur à la moitié du nombre des votants de leur circonscription.

Or ces trente-cinq députés — M. Guyot de Villeneuve est du nombre — appartiennent presque tous à l'opposition !

Mot du jour.

Bertereau fils, à son père :
— Dis donc, papa, quel est le saint le plus lourd ?
— Pardi ! saint Cloud, peut-être ?
— Tu blagues !... C'est « Simplon » !

PETITES CHRONIQUES

CHAMPIONNAT DU CERCEAU

Il faut faire des hommes. L'homme est raisonnable, ambitieux et aimé des arts. C'est pourquoi on donne aux enfants des jouets industriquement agencés, tandis qu'on les amène à vaincre leurs semblables. Ils en deviennent plus malfaisants. Ainsi leur éducation les prépare à la vie moderne, et ils conçoivent de bonne heure l'agrément de la supériorité.

Jusqu'à ces temps, ils ne pouvaient guère, avant l'âge des athlétismes, goûter cette inégalité orgueilleuse et ardue qui est le fondement des Républiques. De plus jeunes ambitions leur seront désormais permises. L'*Auto* vient de fonder, pour les enfants, un championnat du cerceau. MM. Fernand Choteau et André Thomas, âgés de neuf et onze ans, sont aujourd'hui champions de la France et provisoirement de l'univers.

L'initiative de l'*Auto* est excellente. Mais il ne faut pas la limiter à sept ans et au seul travail du cerceau. Déjà, sur une plage du Midi, ce printemps, on pouvait voir des concours de fortifications, où, dès l'âge de quatre ans, il était des vainqueurs. Un vaste championnat du pâté de sable donnerait les meilleurs résultats.

L'*idée* gagnant toujours, on pourrait l'appliquer aux diverses fonctions, même aux plus naturelles, de la vie des nourrissons, et, qui sait ? créer une espèce de championnat de toboggan pour l'arrivée elle même dans le monde. Le champion de la prise de sein pour les poids lourds aurait une supériorité qui le suivrait toute sa vie.

Un jour, tous les petits Français seront champions de quelque chose. Alors le sentiment de l'honneur sera, dans cette féodalité nouvelle, créé des âmes sévère et des volontés ; mais la sainte simplicité, fuyant l'âme des enfants, se réfugiera chez les seules colombes.

Deux une famille de trois mermots, l'un sera champion de l'alphabet, l'autre de la promenade à chamaux, et le troisième du bonnet d'âne. Mais dans ces carrières diverses, tous trois seront couverts d'une gloire égale. Et il suffira qu'on institue un concours de derniers pour que les cancres, par une juste revanche, puissent aspirer au plus bel avenir.

HENRY RIDOU.

SERVICE SPÉCIAL

NOS TÉLÉGRAMMES

M. Rouvier aux Affaires étrangères
M. Merlou aux Finances

Paris, 17 juin.

La décret nommant M. Rouvier, ministre des Affaires étrangères et celui nommant M. Merlou, ministre des Finances, paraîtront demain matin au *Journal officiel*.

L'attentat contre Alphonse XIII

Interrogatoire d'Hervey

Paris, 17 juin.

M. Leydet, juge d'instruction, a entendu, vendredi après-midi, l'anarchiste Hervey. L'interrogatoire a roulé sur les documents qui ont été trouvés en sa possession, relatant l'itinéraire que devait suivre le roi d'Espagne, en sortant de l'Opéra.

Hervey a déclaré que le plan seul chez lui était non pas celui d'une machine infernale mais d'une presse à comprimer, dont il est l'inventeur.

Quant aux formules chimiques, ce sont, dit-il, des notes copiées dans un recueil de Berthelot, sur la nitro-glycérine et autres explosifs.

Hervey a ajouté que jamais il n'est l'idée de fabriquer des engins. Il se déclare libertaire, mais non propagandiste par le fait.

Il connaît Ferrer, Vallina, Meletto et autres camarades, mais, même avec eux, il ne s'occupa jamais d'anarchie militante.

Il ignore tout de l'attentat.

Caussanel interrogé ensuite, reconnaît l'exactitude de la déclaration de l'agent qui le fila.

Il reçut bien, le 27 mai, un paquet qu'il porta chez Meletto. Il vint le rapporter le 29 pour le porter chez Vallina. Ne trouvant pas Vallina, il laissa, chez ce dernier, une lettre si rapporta le colis chez Meletto où Vallina vint le chercher.

Caussanel ignorait le contenu de ce paquet.

LA QUESTION MAROCAINE

Les négociations

Paris, 17 juin.

La négociation engagée entre M. Rouvier et le prince Radolin s'est poursuivie jusqu'ici dans les conditions les plus normales. Les deux entrevues qui ont eu lieu depuis le 10 juin dernier n'ont pas encore abouti à un accord. Mais il semble que cet accord soit réalisable sans difficultés particulières.

Sur la même question, la *Gazette de Francfort* publie une note évidemment officieuse et qui, naturellement, présente les choses dans le sens allemand, mais qui constate aussi le marché normale des pourparlers.

On manque encore de détails sur la conversation qui a eu lieu entre le prince Radolin et M. Rouvier, président du conseil des ministres.

L'on peut cependant admettre qu'elle s'est déroulée d'une façon qui n'exclut pas le règlement du différend.

En ce qui concerne le projet de conférence, le nombre des personnalités françaises qui le considèrent non seulement comme un moyen, mais comme le meilleur moyen de sortir des difficultés créées par la politique de M. Delcassé, s'augmente, alors que nous l'avons déjà fait remarquer.

Il vaut également la peine de remarquer que dans la presse anglaise il se produit une légère évolution, et qu'en Angleterre, depuis la retraite de M. Delcassé, on semble plus disposé à prendre part à la conférence proposée.

Comme l'on mande de Tanger que l'Angleterre serait fait connaître au sultan qu'elle ne voulait pas prendre part à la conférence, il est permis de croire que l'Angleterre n'a pas dit son dernier mot au cette affaire. L'attitude de la France pourrait ne pas être sans influence sur celle de l'Angleterre.

La sécurité des Européens

Tanger, 17 juin.

On mande de Fez, que Mohammed El Guedduri, pacha de Larache, vient d'être définitivement destitué par le sultan à la suite des réclamations des autorités étrangères et indigènes, qui avaient à se plaindre depuis longtemps de son autorité arbitraire. Il est remplacé par son khalifa.

Le makhzen a accueilli avec une certaine indifférence la réclamation anglaise relative à l'assassinat de Mazagan : il semble qu'il en désintéresse maintenant de cette question de la sécurité des Européens dans les villes, sécurité qu'il est urgent de rétablir sans retard, de crainte de voir se produire de véritables troubles.

Importation d'armes par l'Algérie

Alger, 17 Juin.

Des journaux français et anglais ou publié des dépêches de Fez et de Tanger disant que le makhzen protesterait contre l'attitude de la France, qui empêcherait le transit par l'Algérie des armes et munitions de guerre partant de Nemours à destination de l'amel d'Oudjda.

Le makhzen demanderait en outre à la France de prendre des mesures pour arrêter le transport par territoire français des armes et munitions de guerres destinées au prétendant. Cet incident peut s'expliquer de la manière suivante :

Depuis plusieurs années, le gouverneur général de l'Algérie, d'après des ordres reçus, a autorisé le transit en transbordé sur le territoire algérien des armes, munitions et approvisionnements de toute sorte débarqués à Nemours, destinés aux troupes marocaines d'Oudjda et de Figuig ; il avait désormaise signalé, à plusieurs reprises, aux autorités chérifiennes de la frontière, que trop souvent les armes et munitions ainsi transitées étaient bientôt ramenées par les soldats du makhzen aux pillards qui inquiétent sans cesse nos frontières ; mais désirant ne se mêler de l'action de surveillance pour le rétablissement de l'ordre, il avait continué jusque dans ces dernières temps à faciliter le transport des approvisionnements. Or, il y a trois semaines environ, le tribu des Angads, dédée au makhzen et à qui ce dernier distribue des armes, attaque une caravane de notre frontière des indigènes algériens de Nédromah qui étaient allés faire le commerce au Maroc, les dépouille et en tue plusieurs. Le même fait se produisit il y a quelques jours : un troupeau de 1.500 moutons fut enlevé à des Algériens par des gens du makhzen.

Le gouverneur général en référa immédiatement au gouvernement, et il fit connaître au délégué chérifien d'Oudjda qu'il notifiait une juste indemnité et le pendant des coupables, se réservant, si satisfaction n'était pas donnée, de retenir jusqu'à nouvel ordre les armes et les cartouches récemment débarquées à Nemours. Ces mesures sont d'autant plus justifiées que le mêlée régnant au Maroc favorise le développement de banditisme.

Pleine satisfaction a été donnée pour la première réclamation, la seconde est en bonne voie d'arrangement, et dès qu'elle aura reçu une solution, les armes retenues à Marnia seront remises à l'amel d'Oudjda.

Prise d'une colonie allemande

Le Cap, 17 juin.

Les Hottentots se sont emparés de Warmbad, ville coloniale allemande, le 15 juin. Il paraîtrait que ce serait le commandement d'Abraham Morry, qui ont pris la ville avec le dépôt de munitions et de vivres. Les officiers allemands ont pu s'échapper.

Les Hottentots se sont ensuite rendus maîtres des Klein Footeit, emmenant les chevaux et les bestiaux et capturant les provisions. Le consul général allemand affirme toutefois que la nouvelle de la prise de Warmbad à la date de 15 est inexacte.

TROIS BOMBES
UNE A PARIS

Paris, 17 juin.

Hier soir, vers huit heures, une forte détonation retentissait sur le boulevard Bonne-Nouvelle, et les passants voyaient une flamme bleuâtre jaillir du trottoir qui s'élève en rampe devant la rue de la Lune et rasser la chaussée dans toute sa largeur en une longue traînée lumineuse.

Des agents du service des voitures, postés sur le boulevard Poissonnière, accoururent et remarquèrent sur le trottoir un engin cylindrique encore chaud.

Un jeune homme de quinze ans, M. Julien Croisel, demeurant chez ses parents, rue de Crimée, et qui attendait à l'omnibus, avait été atteint en front par un éclat du pétard : on le conduisit dans une pharmacie voisine, où après avoir lavé la plaie, on constata qu'il n'avait reçu qu'une blessure insignifiante.

L'engin avait été fabriqué de la façon suivante : autour d'un pétards de deux centimètres de diamètre, dans lequel une charge de chlorate de potasse avait été substituée à la charge primitive de poudre, on avait coulé une épaisse garniture de ciment qui recouvrait complètement le pétard. Seule, la mèche sortait à l'une des extrémités. Le tout solidement fixé, avait été enveloppé dans un journal roulé en tortillon, de manière à permettre à l'auteur de l'attentat de s'éloigner et de se mettre en sûreté, tandis que la papier communiquerait le feu à la mèche.

Ainsi confectionné, cet engin aurait pu blesser grièvement toute personne qui en serait trouvée dans un rayon de deux ou trois mètres. Mais à cette heure, les passants étaient rares sur le boulevard Bonne-Nouvelles, et à part le jeune Croisel et des consommateurs attablés à la terrasse d'un café, qui ont reçu sur le figure une pluie de ciment réduit en poudre, l'explosion n'a atteint personne.

L'opinion de M. Duponnois, commissaire de police du quartier, est qu'il s'agit d'un explosif d'un très mauvais plaisant qui pourrait bien être découvert avant peu.

DEUX A SAINT-AFFRIQUE

Saint-Affrique, 17 juin.

Une bombe a éclaté hier matin, vers deux heures, dans la cuisine de la maison du docteur Mazel, au village de Buffières. Les meubles ont été renversés ou brisés ; les vitres ont été cassées, le plancher et les cloisons de la pièces ont été éventrés. Toutes les maisons du village ont été violemment secouées.

M. et Mme Mazel, qui reposaient dans une chambre contiguë à la cuisine, ont été jetés sur le plancher, et effrayés, ils en sont précipités, en sortant à moitié asphyxiés par l'épaisse fumée qui se dégageait de la cuisine et envahissait tout l'appartement.

L'enquête a démontré que deux engins avaient été déposés mais qu'un seul avait éclaté.

Ces engins étaient réunis par une mèche à mèche qui avait été allumée du dehors de la maison. Ils étaient chargés de projectiles en fer et auraient fait sauter tout l'immeuble s'ils avaient éclaté tous les deux.

On croit que l'attentat a été commis par une personne de voisinage de la famille Mazel.

Enfant enterré vivant

Pontoise, 17 juin.

Les magistrats du parquet de Pontoise, saisis d'une dénonciation émanant de l'adjoint au maire de Neales-la-Vallée, en sont transportés, dès après-midi, dans cette localité, et ont mis au fait d'arrestation une jeune fille de dix-neuf ans, Augustine Echard, inculpée d'infanticide.

La 10 juin dernier, cette jeune fille mettait au monde, clandestinement, un garçon fort bien constitué. Elle eut le triste courage de creuser un trou dans le jardin et d'y enterrer le nouveau-né tout vivant.

La brodeuse, inquiète des bruits qui circulaient en trouvant ce endroits mal sûre, elle exhuma le petit cadavre et l'enleva à cent mètres plus loin, dans une sapinière longeant le cimetière communal.

Elle a raconté elle-même les faits à MM. Dupuis, juge d'instruction et Holtzer, substitut, qui, accompagnés de MM. Miertel, médecin légiste, et Alleis, commis greffier s'étaient transportés à Neales.

Augustine Echard a été écroulée à la maison d'arrêt de Pontoise.

LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

L'ESPOIR DE PAIX !

Les plénipotentiaires Japonais

Cologne, 17 juin.

La *Gazette de Cologne* dit tenir de source certaine que les représentants du Japon dans les négociations avec la Russie, seront : le marquis Ito, le maréchal Yamagata et le baron Komura, ministre des affaires étrangères.

Linévitch marche à la défaite

Tokio, 17 juin.

« Les Russes font de Kang-Tu-Lang leur dépôt principal. Ils ont, d'ici endroit, accumulé des approvisionnements considérables. De ce point, les troupes russes sont expédiées dans toutes les directions. Les Russes construisent dans le nord des chemins de fer provisoires afin de faciliter le retraite de Linévitch. La général Linévitch est détrosté par le stratégie japonaise. Il fait des reconnaissances répétées, envoyant de tous côtés de nombreuses patrouilles.

« Il semble que le général Linévitch soit persuadé que Kouropatkine était toujours halte parce qu'il ne se préoccupait pas assez de trouver un endroit suffisamment retranché où il pût arrêter ses troupes en retraite ; n'est pourquoi Linévitch construit le long du Sangari des retranchements non pas provisoires mais permanents. De ce moment, avec toute son armée, Linévitch est complètement enveloppé ; l'armée japonaise a détruit entous les Russes au cercle de 100 milles de circonférence. Ce cercle se resserre graduellement, avançant avec une rapidité plus grande qu'à Moukden. C'est pourquoi Linévitch a chance de perdre ce qui sera probablement la plus grande bataille de la guerre. Il est certain que les Japonais avancent. »

La réponse japonaise

Paris, 17 juin.

Dans l'entretien qu'il a eu hier avec le Président du Conseil, M. Motono a donné connaissance à M. Rouvier du texte de la réponse faite par son gouvernement à la proposition du président Roosevelt. Le voici :

Le gouvernement impérial a examiné très sérieusement la proposition du président des Etats-Unis renfermée dans la note que le ministre des Etats-Unis a remise le 9 juin au ministre des affaires étrangères. Etant donnée le sens de cette proposition et en somme, elle mériterait que l'on s'en occupât très sérieusement.

Etant désireux, dans l'intérêt du monde entier comme dans celui du Japon, de voir rétablir la paix avec la Russie à des conditions qui en garantissent pleinement la stabilité, le gouvernement impérial, en réponse à la proposition du président, nommera des plénipotentiaires japonais à l'effet de se rendre avec les plénipotentiaires russes au moment et dans le lieu qui pourront être réciproquement agréables afin de négocier et de conclure des conditions de paix directement et exclusivement entre les deux puissances belligérantes.

Oyama et Linévitch

Washington, 17 juin.

Des échanges de vues ont lieu en ce moment entre Saint-Pétersbourg et Tokio, dans le but de ménager une entrevue entre le général Linévitch et le maréchal Oyama, afin de faciliter la conférence des plénipotentiaires chargés d'examiner la question de la paix à Washington.

Il est probable qu'un court armistice sera consenti pour cette entrevue.

La retraite d'Alexis et d'Avellane

Saint-Pétersbourg, 17 juin.

Ce n'est pas sur ce démande que le grand-duc Alexis, chef suprême de la flotte, a renoncé à ces hautes fonctions. La vérité est qu'il est mis à la retraite et que sa démission lui a été imposée à la suite des dernières défaites.

La presse est unanime à approuver la retraite du grand-duc Alexis comme grand maître de la marine. Selon le *Rousskoié-Slovo*, le poste de commandant en chef de la marine sera aboli, vraisemblablement ainsi le ministère d'une cédille nécessaire. L'amiral Chouchkine arrive de Sébastopol pour succéder, dit-on, à l'amiral Avellane, qui a donné sa démission du ministère de la marine, démission acceptée par l'empereur.

La colère du Tsar

On a découvert des malversations de fonctionnaires qui, en se couvrant de l'autorité du grand-duc Alexis, avaient volé des millions de roubles, n'hésitant pas, dans un but de lucre, à vouer la flotte russe à un désastre sûr.

Ces découvertes provoquèrent chez le Tsar une terrible colère.

Le grand-duc Alexis fut mandé d'urgence à Tsarskoié-Sélo. Là éclata une scène de la dernière violence. Les faits se révélèrent avec une évidence si écrasante que le grand-duc ne put invoquer aucune justification.

Les Concessionnaires Russes

Le *Times* publie des révélations montrant comment M. Beobrazoff, secrétaire d'Etat, s'était emparé, à l'aide d'aventuriers, de mines mandchouriennes et de concessions de forêts au Japon, avait obtenu un contrôle complet sur la politique russe d'Extrême-Orient, comment il fit échouer les conseil de modération du général Kouropatkine et empêcher l'évacuation de la Mandchourie ; comment l'amiral Alexéieff, qui s'était d'abord opposé à ces plans, fut récompensé de ce mécontentement par le titre de vice-roi ; comment M. Witte tombé en disgrâce parce qu'il avait été informé, comme M. Bézobrazoff lui, en 1903, de ces intrigues d'Extrême-Orient, s'adressa à Port-Arthur, aux frais de l'Etat, afin de ces escroqueries obtenant 3 millions de roubles, comment il distribua à Port-Arthur cinq millions de gratifications, tandis que l'argent manquait pour compléter les dépenses de la ville.

Un fait montre la puissance qu'avait M. Bezobrazoff. Lorsqu'il arrive à Port-Arthur, un colonel fut envoyé au Japon chercher des fleurs pour le banquet organisé en son honneur. Pendant ce temps, le général Kouropatkine attendait cinq jours à Port-Arthur, pour l'unique motif que M. Bezobrazoff désirait arriver dans cette ville avant lui. Au conseil qui fut tenu alors à Port-Arthur, M. Bezobrazoff adopte une attitude très agressive vis-à-vis du Japon, et entre dans un conflit avec le général Kouropatkine qui ne fut apaisé que grâce à l'intervention d'Alexeieff.

Un pamphlet qui avait révélé ces faits ne publie fut interdit par le censeur. On dit que le baron de Rosen, ex-ministre de Russie au Japon, s'apprête, pour en justification, un mémoire dans le même sens. Aujourd'hui le gouvernement laisse circuler librement ces nouvelles qui proviennent d'une feuille de Vladivostock.

La Mission de l'amiral Birileff

St-Pétersbourg, 17 juin.

L'amiral Birilov revient à St-Pétersbourg, après avoir inspecté les navires, les fortifications et les travaux du port de Vladivostock et après avoir fait une enquête sur la bataille de Tsushima.

Rodjestvenski amputé, Nebogatoff fou

St-Pétersbourg, 17 juin.

Le bruit court que Rodjestvenski vient de subir encore l'amputation de la main et du pied droits, Nebogatoff, devenu complètement fou ainsi que nous l'avons annoncé, aurait été interné dans une maison de santé.

Fatal incendie

Moscou, 17 juin.

Le feu a éclaté hier dans l'usine d'une minéraie cristallerie de Benin. Il s'est étendu à plusieurs entrepôts de l'intendance militaire qui ont été détruits et dans lesquels se trouvaient des vivres destinés aux troupes d'Extrême-Orient.

Le cas du capitaine Bougouin

Tokio, 17 juin.

Le tribunal préliminaire d'enquête a déclaré le capitaine Bougouin, arrêté dans les conditions que l'on sait, coupable de trahison.

On va mis en jugement, sous l'inculpation d'espionnage pour le compte de la Russie.

On lui reproche, croit-on, d'avoir communiqué des renseignements importants aux Russes.

Son gendre, M. Strauges, arrêté en même temps que lui, ne sera pas poursuivi, les charges relevées à son égard étant insignifiantes.

D'après le correspondant du *Daily News*, à Tokio, on serait un employé du capitaine Bougouin, nommé Maki et non M. Bougouin lui-même, qui aurait été reconnu coupable de trahison.

35 Coréens torpillés

On mande de Tokio au *Daily Telegraph*, le 10 juin, que 35 Coréens ont été tués par l'explosion d'une torpille qu'ils avaient ramassée sur le rivage.

Le Mouvement Populaire Russe

Un pope revolvérisé

Saint-Pétersbourg, 17 juin.

Deux hommes sont entrés dans une église à Libau vendredi, pendant le service religieux et ils ont tiré des coups de revolver contre le pope, qui avait prêché contre l'emploi de la violence par le peuple. Le pope a été grièvement blessé.

Panique à la Bourse

Saint-Pétersbourg, 17 juin.

La crise intérieure s'est aggravée. La Bourse s'est close dans une sorte de panique. Les valeurs d'Etat à lots qui étaient à 415 roubles au commencement de la semaine sont aujourd'hui à 397 ; les autres valeurs sont lésées.

Le Congrès de Moscou et le Tsar

St-Pétersbourg, 17 juin.

La députation du congrès de Moscou des semstvos et des maires des villes a été avisée qu'elle sera prévenue lundi 19 juin et elle sera ou non reçue par l'empereur.

Cet avis a été motivé par le prochain départ du tsar de Tsarkoié-Sélo pour Peterhof.

St-Pétersbourg, 17 juin.

Le *Rossia* publie un article très audacieux pour le pays russe déclarant qu'il est absolument que le tsar reçoive la députation des semstvos en audience à Tsarskoié-Sélo. La décision impériale doit être prise lundi. Hier a eu lieu une réunion des hommes notables sous la présidence de Gomborov pour protester contre l'exclusion des juifs du suffrage électoral.

Les *Novosti* informent que le conseil des ministres n'a pas encore approuvé le projet de M. Bouligvine d'accorder les libertés de la représentation nationale.

Changement de ministères

On attend prochainement le retour à St-Pétersbourg de M. Mouravieff, ambassadeur de Russie à Rome. On le considère généralement comme le successeur du comte Lamsdorf qui, d'après des bruits circulant dans le public, se retirerait du ministère des affaires étrangères, malgré les démentis officiels.

Le Crime mystérieux de Montreux

Paris, 17 juin.

Vendredi matin, M. Hamard, chef de la sûreté, accompagné de plusieurs officiers de police, a procédé à une descente au rez-de-chaussée des Bergères, à Courbevoie, dans un hôtel où de nombreux renseignements ont pu être recueillis.

Les magistrats procédaient que l'assassin qu'ils n'étaient pas lui-même un de ces hôtelliers